

**Assurance-emploi :
Des voix s'élèvent pour la création d'un programme 100% québécois**

Montréal, le 23 août 2013 – Réunis à l'initiative du Conseil national des chômeurs (CNC), plus d'une trentaine de militants des milieux syndicaux, politiques et communautaires se sont entendus afin d'exiger la création d'un programme québécois d'assurance-chômage.

Souhaitant apporter leur contribution pour aller plus loin que la simple opposition aux effets dévastateurs de la réforme de l'assurance-emploi du gouvernement Harper, ils ont échangé sur différents scénarios alternatifs. « Comme il semble clair que nous ne réussissons pas à empêcher Ottawa de sabrer unilatéralement dans un programme auquel il ne contribue pas, il faut envisager d'autres solutions pour éviter le pire pour des milliers de chômeurs et des régions entières » a déclaré le porte-parole du Conseil national des chômeurs, Pierre Céré.

L'analyse des données disponibles sur le programme d'assurance-emploi indique qu'au cours des années précédant la crise de 2009, la portion québécoise de la caisse n'était pas déficitaire bien au contraire. Sur la période étudiée, soit celle de 2002 à 2008, les cotisations versées par les travailleurs et les employeurs du Québec ont non seulement suffi à payer les prestations qui ont été versées, mais elles ont participé au surplus de la caisse dont le gouvernement fédéral s'est approprié sans vergogne. En effet, malgré 14 réductions successives du taux de cotisation entre 1994 et 2008, et au regard même des compressions imposées au régime d'assurance-emploi, le gouvernement fédéral a pigé quelque 57 milliards de dollars de surplus de la caisse d'assurance-emploi.

« Fort de ce constat, nous sommes rapidement arrivés à un consensus pour exiger le remplacement du programme actuel par la mise sur pied d'un programme québécois d'assurance-chômage qui corresponde à la réalité et aux besoins des travailleurs et des industries d'ici », a poursuivi Pierre Céré.

À l'aube des audiences de la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi présidée par M. Gilles Duceppe et Mme Rita Dionne-Marsolais, le groupe souhaite pousser la réflexion pour mieux définir les paramètres d'un nouveau programme québécois, élargir le consensus et convaincre les commissaires d'en faire une recommandation au gouvernement Marois. « Au Québec, nous pouvons être les champions de l'innovation sociale pour autant qu'on s'en donne la peine. Nous l'avons fait avec le régime québécois d'assurance parentale, le réseau des services de garde, l'assurance-médicament, le retrait préventif et combien d'autres mesures. La fermeture complète du gouvernement Harper à nos revendications nous condamne à concevoir une réponse originale, un programme propre au Québec, mieux équilibré, plus sensé et qui protège mieux la population. C'est à cet exercice que nous convions le plus de groupes possibles, incluant des employeurs lourdement affectés par la réforme », a conclu Pierre Céré. Un comité de coordination pour un programme québécois d'assurance-chômage a été mis sur pied et se met au travail pour rassembler, convaincre et mobiliser afin que cet essentiel programme social voit le jour.

Les représentants des milieux politiques, syndicaux et communautaires présents à la rencontre venaient de divers horizons tels que le secteur manufacturier, la construction, les postes, le cinéma et la télévision, la santé et les services sociaux et de régions comme le Bas-St-Laurent, la Gaspésie, Charlevoix, Québec, la Montérégie, l'Abitibi-Témiscamingue, l'Estrie, Montréal.

- 30 -

Source : Conseil national des chômeurs.

Pour informations : Pierre Céré 514-606-4074